

# A2C

BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF  
À VOCATION RÉGULIÈRE  
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

N°6 PRIX CONSEILLÉ 1 EURO

## UN VENT DE RÉVOLTE S'EST EMPARÉ DE NOTRE CLASSE. QU'IL BALAIE LE RACISME !

LA CRISE D'HÉGÉMONIE S'APPROFONDIT.  
CONFRONTÉE À UNE CRISE DU POUVOIR SANS  
PRÉCÉDENT, LA CLASSE DIRIGEANTE A RECOURS  
À DES MOYENS TOUJOURS PLUS BRUTAUX POUR  
ESPÉRER GARDER LA TÊTE HORS DE L'EAU.



Une trajectoire qui renforce les forces les plus réactionnaires mais qui ouvre également des possibilités, à l'image de la révolte des gilets jaunes.

### IL N'Y A PAS DE REFLUX DE LA TRAJECTOIRE RACISTE ET DE LA MENACE FASCISTE EN FRANCE

Le mouvement des gilets jaunes n'est pas d'extrême droite. Il s'agit essentiellement d'un mouvement de notre classe centré sur des revendications sociales et démocratiques<sup>1</sup>. Pourtant il a dès les premiers jours été confronté au racisme. Dénonciation aux flics de migrant-e-s et agressions racistes par des gilets jaunes avaient tant suscité l'indignation que démontré une nouvelle fois qu'une partie de notre classe a accepté les arguments nationalistes et racistes. De ce fait, et en l'absence des cadres organisationnels du mouvement ouvrier, le mouvement pouvait potentiellement représenter pour les fascistes un débouché politique. C'est pourquoi ils ont tenté de l'infiltrer, profitant de la faiblesse historique du camp de l'antiracisme et de l'antifascisme.

Depuis le début du mouvement deux phénomènes sont en cours : la chasse par des groupes d'extrême droite de militant-e-s de la gauche radicale et la formation d'un service d'ordre fasciste. Dans la capitale, le SO de l'extrême droite a été non seulement repoussé par les antifascistes mais surtout dénoncé par les gilets jaunes comme une tentative de manipulation. À Lyon, les fascistes se sont fait repousser par le cortège antiraciste. Ailleurs ce sont les gilets jaunes eux-mêmes qui,

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin,  
venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/  
expériences et/ou « faire tendance » avec nous :

**A2C@RISEUP.NET**

**D**ans une période de polarisation de classe et de décomposition du champ politique, sa stratégie repose encore davantage sur l'approfondissement des politiques néolibérales, l'autoritarisme, l'exacerbation des clivages entre les différentes composantes de notre classe, sur le nationalisme et le racisme.

acte après acte les ont éjectés des cortèges. À Strasbourg, les gilets jaunes ont convergé à l'acte XIV avec la manifestation des Kurdes demandant la libération des prisonniers politiques. À Caen, début janvier, ils et elles tenaient leur assemblée générale dans un squat de migrant·e-s.

Alors même que les fascistes entendaient empêcher la gauche et ses symboles d'apparaître, le mouvement n'a cessé d'évoluer vers la gauche, même si aucune victoire décisive contre l'extrême droite n'a encore été remportée. Il n'y a pas de reflux de la trajectoire raciste et de la menace fasciste en France. Les migrant·e-s sont toujours traqué·e-s par les flics et les fachos, le Front national fait toujours plus de 20 % d'intention de vote, la négrophobie et l'islamophobie fondent toujours le quotidien de près d'un tiers de notre classe. Les fascistes organisés se sentent autorisés aux opérations les plus folles : projets d'attentats, opérations aux frontières, ouvertures de locaux, attaques de rue, etc.

Ce contexte rend toujours plus urgent de s'organiser et d'argumenter, notamment dans les AG et les manifestations de gilets jaunes, dans le sens d'une riposte antifasciste et antiraciste capable d'organiser la solidarité avec les migrant·e-s, de contester les entreprises de récupération de l'antiracisme par les principaux promoteurs du racisme, de débarrasser l'espace public, médiatique et politique des fascistes et de leur influence.

Cette riposte qui nécessite d'être plus nombreu·ses et plus organisé·e-s que les partisans des politiques racistes et les fascistes ne peut pas



reposer uniquement sur une minorité révolutionnaire et anticapitaliste. Pendant trop longtemps la lutte antifasciste a été laissée à une minorité consciente de la nécessité d'abolir le capitalisme pour définitivement mettre un terme à la menace fasciste. Le fascisme est un mouvement de masse de la petite-bourgeoisie en partie autonome de l'État et de la bourgeoisie traditionnelle<sup>2</sup>. Le combat contre ce phénomène est donc aussi en partie distinct de la lutte anticapitaliste et nécessite une autre tactique<sup>3</sup>. La Grèce et l'expérience de KEERFA – Unis contre le racisme et la menace fasciste – nous donne un exemple de la mise en place d'une tactique victorieuse pour reprendre l'initiative et faire reculer les fascistes (cf. article page suivante).

### DIVISER CEUX QUI DEVRAIENT ÊTRE UNI·E-S...

En France, la crise ouverte par le mouvement des gilets jaunes a atteint le stade d'un affrontement en voie de généralisation. Pour justifier la répression et tenter de discréditer le mouvement, le pouvoir a parlé de foule haineuse, raciste, complice du terrorisme ou de l'étranger, et maintenant antisémite. On savait déjà que les classes dominantes instrumentalisaient l'antisémitisme pour poursuivre et renforcer leur campagne islamophobe ; elles le font à présent pour écraser un mouvement de classe d'une ampleur sans précédent.

Si l'on assiste à une telle violence politique et à une telle

répression – des dizaines de milliers d'arrêté·e-s, de blessé·e-s, de mutilé·e-s, de condamné·e-s – c'est que le pouvoir, par ailleurs affaibli, est dans une radicalisation autoritaire. Année après année, l'État français s'est doté d'un arsenal répressif toujours plus violent – militarisation de la police, constitutionnalisation de l'état d'urgence, loi Asile-immigration, la liberticide loi « anti-casseurs », etc. Ce renforcement de l'État sécuritaire, doublé de l'offensive raciste, donne confiance et ouvre la porte aux fascistes et à toutes les forces qui se proposent de régler la crise avec des moyens encore plus extrêmes.

### ... OU UNIR CEUX QUI SONT DIVISÉ·E-S

Mais à réprimer toujours plus durement et aveuglément, à force d'instrumentaliser l'antisémitisme de manière odieuse, de criminaliser les mouvements sociaux, Macron pourrait surtout souder entre eux les jeunes Noirs et Arabes des quartiers populaires, les gilets jaunes, les musulman·e-s, les militant·e-s impitoyablement réprimé·e-s, etc. Un mouvement qui s'observe par ailleurs déjà dans la prise de conscience à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes de l'ampleur des violences policières et de la véritable nature de l'État, dans leur volonté de se lier aux quartiers populaires, l'organisation d'actions en commun avec le comité Adama comme à Rungis ou l'annonce de gilets jaunes de se joindre à la marche contre le racisme d'État et les violences policières le 16 mars.

Pour élargir le mouvement et renforcer la contestation du pouvoir, de nouveaux secteurs de notre classe doivent entrer en mouvement. Ils ne peuvent le faire si le mouvement est perméable aux idées racistes et tolère la présence des fascistes. Les tactiques de division seront mises en échec par l'intégration par le mouvement lui-même des revendications des premier·e-s concerné·e-s et la participation aux échéances et actions antiracistes. La lutte contre le racisme n'est pas seulement une lutte « défensive » contre la violence de l'État et des fascistes. Elle est aussi une lutte offensive qui fait de l'antagonisme ouvert avec les intérêts de la classe dirigeante et des forces les plus réactionnaires le cœur de la dynamique du mouvement et du projet de transformation sociale. Le 18 décembre déjà, 10 000 personnes défilaient à Paris en solidarité avec les migrant·e-s, dont des milliers de travailleur·ses sans-papiers, à l'appel notamment de la CGT. Le 16 mars et après, l'urgence résidera donc dans la construction d'un mouvement de notre classe qui mette la lutte contre le racisme et le fascisme au centre de ses préoccupations. Un vent de révolte s'est emparé de notre classe. Qu'il balaie le racisme !

**GABRIEL CARDOEN ET FLORIAN KLEIN**

1 – <https://autonomiedeclasse.wordpress.com/2019/01/29/les-nazis-et-les-autriches/>

2 – <https://autonomiedeclasse.wordpress.com/2017/04/20/existe-t-il-un-danger-fasciste-en-france/>

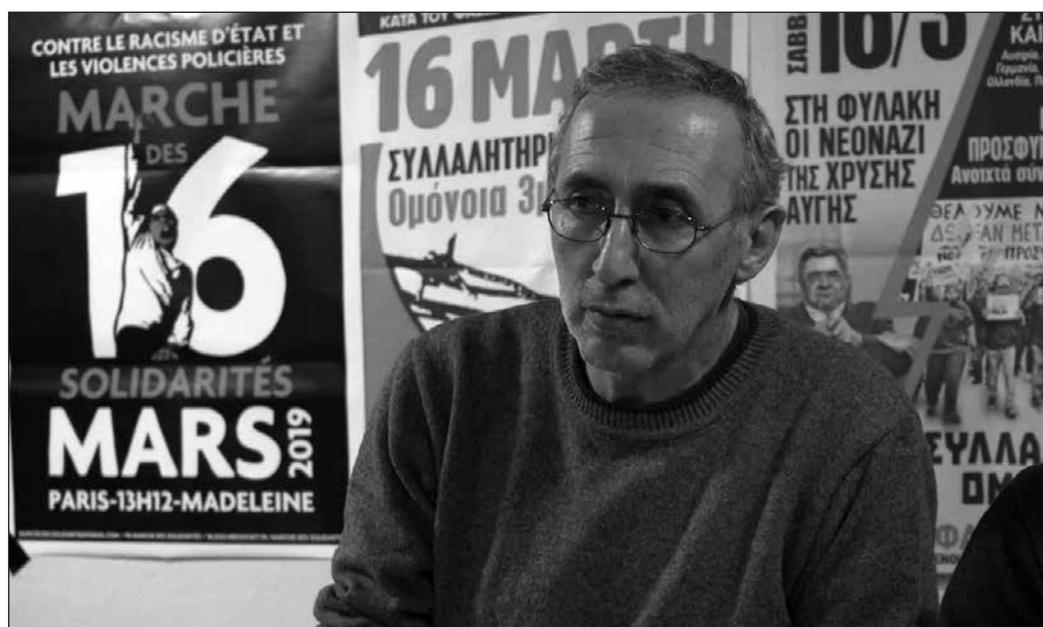
3 – <https://autonomiedeclasse.wordpress.com/2019/02/05/1336/>

# KEERFA : UNE EXPÉRIENCE DE CONSTRUCTION D'UN FRONT ANTIRACISTE ET ANTIFASCISTE

PETROS CONSTANTINOU, MEMBRE COORDINATEUR DE KEERFA, COALITION GRECQUE CONTRE LE RACISME ET LA MENACE FASCISTE, A PRÉSENTÉ CETTE EXPÉRIENCE LORS D'UNE RÉUNION PUBLIQUE ORGANISÉE PAR A2C. NOUS REPRODUISONS CI-DESSOUS CERTAINS PASSAGES, VOUS POUVEZ VISIONNER L'INTÉGRALITÉ DE SON INTERVENTION SUR NOTRE BLOG.

**E**n 2008, on a eu la première phase de la crise en Grèce et la révolte suite à l'assassinat de Alexis Grigoropoulos par la police. À l'époque nos gilets jaunes étaient les élèves qui manifestaient partout en Grèce contre la barbarie policière, occupaient leurs écoles et brûlaient les postes de police. Pendant cette même période la classe dominante a fait deux choix : le premier était de cibler la jeunesse, en les assimilant à des casseurs cagoulés et le deuxième de cibler les migrant-e-s comme responsables de la crise, du chômage, de la pauvreté et de la misère des quartiers d'Athènes. Ils ont mis en œuvre des politiques de l'Union européenne, le durcissement des lois d'asile, la création de camps de concentration et la fermeture des frontières. Ces politiques se sont traduites par des opérations de «nettoyage» des villes qui ont envoyé des milliers de migrant-e-s dans les camps de concentration.

À ce moment-là Aube dorée se présentait en disant «tout ça n'est pas assez, nous allons vraiment nettoyer nos villes avec nos bataillons d'assaut». La police couvrait les attaques d'Aube dorée. D'un côté elle chassait les migrant-e-s et en même temps elle protégeait les membres d'Aube dorée. Aube dorée s'est renforcée à l'époque parce qu'elle a pu s'appuyer sur l'existence de LAOS, un parti d'extrême droite comme le FN. Ce parti avait obtenu 4 %



lors des élections et en 2012 et il est entré au gouvernement. Aube dorée a collaboré avec des membres de LAOS et ils ont créé des «comités des habitants de quartiers», qui en réalité étaient des bataillons d'assaut.

**« ON N'A PAS PERDU DE TEMPS  
DANS LES QUERELLES AU SEIN  
DE LA GAUCHE »**

KEERFA a été créée à ce moment-là, en 2009. On ne s'est pas dit que les luttes du mouvement ouvrier et les grèves suffiraient pour arrêter Aube dorée. On a dit qu'il fallait s'organiser dans les quartiers. (...) La gauche sous-estimait et la menace fasciste et Aube dorée. Mais on ne s'est pas attardé à

l'accuser sur ce qu'elle ne faisait pas. On a pris des initiatives avec leurs membres et leurs soutiens au sein des syndicats et des quartiers, et nous avons mobilisé des milliers de personnes. Le « FA » à la fin de KEERFA signifie menace fasciste. On nous disait alors, « Quelle menace ? Ça n'existe pas ! Donc on ne participe pas à KEERFA... » ou : « Ok le racisme ça existe, on doit défendre les réfugiés mais parler de menace fasciste c'est une exagération et il ne faut pas lier ces choses entre elles ». On n'a pas perdu de temps dans les querelles au sein de la gauche. On a gagné du temps et on a rallié des syndicats, des communautés de migrant-e-s, des jeunes et nous avons créé des comités locaux.

À un moment donné on avait 75 comités à travers le pays.

D'un côté, on organisait des mobilisations contre les camps de concentration et les opérations de nettoyage. (...) En même temps, on manifestait contre les attaques de fascistes qui avaient à ce moment-là poignardé plus de 1 000 personnes à Athènes. (...) Aube dorée estimait en 2013 qu'elle pourrait contrôler les quartiers avec ses bataillons d'assaut. Mais elle a été vaincue. Parce que de notre côté nous avons estimé qu'entre le moment de leur entrée au Parlement en août 2012 et septembre 2013 – moment de l'assassinat de Pavlos Fyssas – 100 000 personnes avaient manifesté localement contre Aube dorée :

manifestations lorsqu'ils ouvraient leurs locaux dans les quartiers grâce au financement qu'ils recevaient du fait de leur entrée au Parlement, manifestations lorsqu'ils essayaient d'organiser leurs rassemblements haineux. Tous ces rassemblements ont eu lieu aux endroits où Aube dorée appelait à ses rassemblements, en occupant l'espace en avance et en les obligeant à partir. Sans masque et sans batte. Au premier rang sous nos banderoles et devant les fascistes on trouvait les migrant-e-s, les femmes et les jeunes. On a réussi à obtenir le soutien de la majorité de la population dans les quartiers et y compris souvent dans les conseils municipaux qui prenaient des décisions contre la présence d'Aube dorée dans les quartiers.

**« EN PRENANT L'INITIATIVE PAR EN BAS DANS LES SYNDICATS NOUS AVONS DEMANDÉ QU'IL Y AIT UNE GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES FASCISTES »**

Le front uni dont Trotski a parlé constitue selon nous la possibilité pour les révolutionnaires, les anticapitalistes, de collaborer avec des démocrates, des socialistes, des syndicalistes et des activistes, qui n'ont pas des idées révolutionnaires, afin de mobiliser la majorité de la classe ouvrière, parce que c'est comme ça qu'on peut être efficace.



(...) Le moment qui a le mieux démontré l'importance du front uni est venu en septembre 2013, quand suite à une série d'attaques contre les pêcheurs égyptiens et les syndicalistes du Parti communiste dans le quartier de Perama qui ont culminé avec l'assassinat de Pavlos Fyssas, il y a eu une explosion antifasciste.

Le lendemain de l'attaque contre les syndicaliste du Parti communiste, KEERFA a sorti un appel qui reprenait l'appel de la Jeunesse communiste grecque, et nous avons aussi appelé les gens à soutenir la manifestation à Pérama. Le lendemain de l'assassinat de Fyssas le 18 septembre, il y a eu une grève de l'ensemble du secteur public. Tout de suite après son assassinat des activistes

se sont rendu-e-s sur les lieux et à l'hôpital. À 6h du matin suivant, KEERFA a envoyé un communiqué de presse où l'on disait que Pavlos Fyssas avait été assassiné par un bataillon d'assaut d'Aube dorée. À 9h nous avons réussi à prendre la parole lors du rassemblement de la grève afin d'appeler à une manifestation antifasciste le même soir. Ce soir-là plus de 20 000 personnes ont manifesté à Athènes et se sont battues contre la police, une police qui de nouveau, et malgré l'assassinat, couvrait les fascistes qui attaquaient les manifestant-e-s. Jusqu'en 2013 Aube dorée bénéficiait d'un certain statut d'immunité de la part de l'État, des tribunaux et de la police. C'est à ce moment-là qu'en prenant l'initiative par en

bas dans les syndicats nous avons demandé qu'il y ait une grève générale contre les fascistes, pour la fermeture de leurs bureaux et pour leur emprisonnement. Les syndicats ont accepté. Mais ils ont appelé à une manifestation uniquement au centre de la ville et non pas jusqu'au quartier général d'Aube dorée. KEERFA a participé à l'organisation de la grève, mais elle a aussi appelé à manifester jusqu'à leur quartier général. Finalement, 60 000 manifestant-e-s sont allé-e-s jusque-là ! Une semaine plus tard, j'ai été réveillé par un appel d'un journaliste qui m'a dit « allume ta télé ». J'ai vu Michaloliakos, le chef d'Aube dorée menotté. Ce jour-là, ils avaient menotté tous les dirigeants d'Aube dorée. (...) Et si finalement ils ont été arrêtés, c'est parce que même l'État ne pouvait plus les couvrir. En 2012-2013, Aube dorée atteignaient 20 % à 25 % dans les sondages.

Nous avons agi fermement, sans sous-estimer la menace fasciste en même temps que nous n'avons pas paniqué lorsque Aube dorée est entrée au Parlement. Telle était la réaction au sein de la gauche et au sein des partis démocrates. D'abord ils les sous-estimaient et après ils paniquaient. (...) Dans ce sens-là, c'est clair que la gauche anticapitaliste, en prenant les initiatives, peut barrer la route au fascisme. En Grèce Aube dorée ne se renforce plus dans les sondages. Ils avaient 70 locaux et il n'en reste que 12 ouverts. Partiellement et sous protection. (...)



# VOUS AVEZ DIT « DÉMOCRATIE » ?

LES INSURRECTIONS RÉCENTES DES POPULATIONS CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS D'OUTRE-MER, LES EXPÉRIENCES DE BLOCAGE ET DE CONFRONTATION, LES ASSEMBLÉES DE GILETS JAUNES DEUX ANS APRÈS CELLES DE NUIT DEBOUT ONT POSÉ UNE QUESTION ESSENTIELLE POUR TOUT RÉVOLUTIONNAIRE : L'OPPOSITION DE MASSE AU POUVOIR.

L'acharnement des Actes successifs à crier « Macron dégage », la grève du 5 février et les discussions qui émergent dans les assemblées soulèvent des questions que la gauche avait enterrées depuis des années. L'une des polémiques essentielles aujourd'hui porte sur la question du lien entre l'économie et le politique et de quelle démocratie.

Poser la question de la démission de Macron ne résout rien, et pourtant rien n'est possible sans que Macron dégage. L'enjeu de cet article n'est pas de définir une stratégie pour le déloger. Le déclenchement d'une révolution, précipitant l'écartement de la frange de la classe politique au pouvoir, ne saurait dépendre des seul·e·s révolutionnaires organisé·e·s.

En rupture cordiale et sans sectarisme avec les partisans du RIC, étant solidaire de toute forme de « commune autonome » contre l'État mais pensant que la destruction de celui-ci, des centres de rétention et l'expropriation des classes capitalistes passeront par des affrontements de masse de notre classe, il nous a paru fondamental de réfléchir à comment émerge la question de la dualité de pouvoir.

Nous ne vivons assurément pas aujourd'hui dans une société démocratique. Mais face au pourrissement autoritaire des prétendues « démocraties » bourgeoises, et au danger fasciste, nous défendons les « droits démocratiques » (mais non la « démocratie » telle qu'elle est



censée exister à l'heure actuelle). Et d'ailleurs, qu'est ce que serait une véritable démocratie ? Et comment appliquer les principes démocratiques dans les outils dont nous nous dotons pour mettre à bas cette société qui nous domine, nous opprime et nous façonne ?

## COMMENT ONT-ILS PU NOUS Y FAIRE CROIRE ?

Le capitalisme est fondamentalement antidémocratique. Il demeure basé sur l'exploitation, sur le contrôle par une

ultra-minorité des moyens de production et de reproduction de la société, sur l'accumulation par quelques-uns des richesses produites, par la dépossession de tous les autres et sur des inégalités structurelles. S'y articulent des systèmes de domination, qu'il alimente et qui l'alimentent ; appuyé sur un État nécessairement raciste et sexiste, qui cristallise la violence qu'il produit, le capitalisme ne saurait être compatible avec la démocratie.

Du point de vue ouvrier, de celles et ceux qui perdent leur vie à survivre, le caractère

antidémocratique, inégalitaire et violent du capitalisme s'éprouve quotidiennement. Au cœur du mode de production capitaliste, au contact de ce que Marx appelle le « despotisme d'usine », et plus largement de la subordination du prolétariat, de ses conditions d'existence et du fruit de son activité, au bon vouloir des propriétaires de capital.

Pour autant, le capitalisme se pare de « démocratie », ou plutôt d'une image minimale et formelle de la démocratie. Une vision de la démocratie qui en exclue toute substance réelle, car elle se base sur un contre-sens, une traduction approximative.

Il arrive que ce type de conception libérale de la démocratie se vante de progressisme. Ainsi, niant les structurations (et donc les oppressions) de genre, de race, de classe qui traversent le « Peuple », l'appréhension « populiste » de la question démocratique s'avère médiocre car elle rend impossible toute prise en compte d'un point de vue spécifique, au hasard, celui des premier·e·s concerné·e·s par une oppression.

Le capitalisme a besoin de se dire démocratique pour nier, tenter de conjurer l'antagonisme de classe, le recouvrir sous l'apparence des pseudos choix « démocratiques » qui ne concernent que l'écume des choses : la gestion des effets désastreux du système sur les individus, les communautés et la planète. Et non pour poser la question de l'organisation de la société elle-même, de ses priorités, de qui en décide – qui sont pourtant les vraies questions démocratiques. Bref, pour camoufler la question du pouvoir afin de mieux protéger celui de la bourgeoisie.

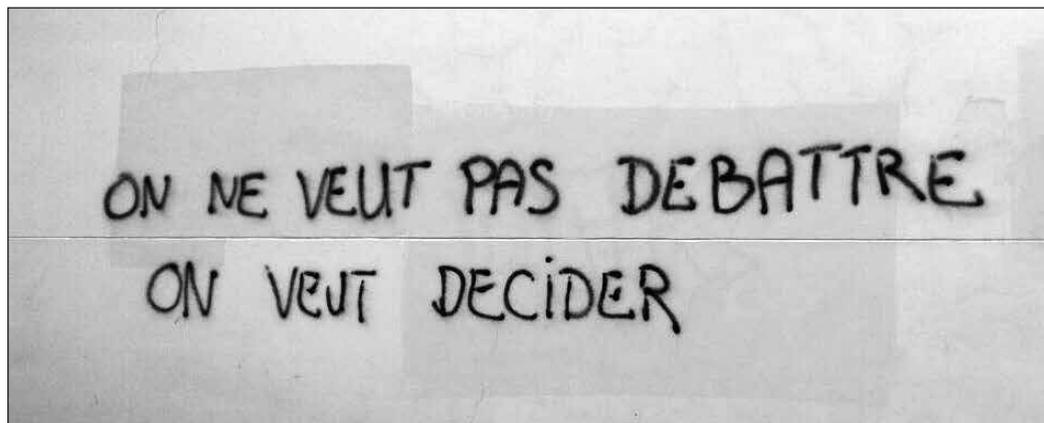
## LA DÉMOCRATIE, C'EST FINI

Déjà Engels, dans les premières pages de *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, tirant les conséquences de cette contradiction du capitalisme, invitait les révolutionnaires à « *battre la bourgeoisie libérale avec ses propres déclarations* ». En effet, la tendance à la concentration inéluctable du capital

va à l'encontre de toute possibilité de « démocratisation » du capitalisme.

Au contraire, et la période actuelle nous en offre un exemple saisissant, la dynamique de crise du capitalisme, son caractère totalitaire et extensif, obligent la bourgeoisie à constamment accentuer l'antagonisme de classe, qu'elle tente pourtant de cacher sous le vernis démocratique. La « baisse tendancielle du taux de profit » l'oblige à constamment augmenter le « taux d'exploitation », et donc à accentuer ses attaques contre les travailleuses et travailleurs, leurs conditions de travail et d'existence, et les maigres digues à la voracité infinie du capital qu'ils et elles ont construits à force de luttes. L'instabilité chaotique du procès de valorisation du capital génère une instabilité politique des régimes bourgeois qui dérivent vers toujours plus d'autoritarisme et de racisme, et dans certaines conditions jusqu'au fascisme.

L'hégémonie actuelle du capital financier (une des caractéristiques du stade impérialiste du capitalisme selon Lénine) et ses conséquences (attaques contre les intérêts matériels des populations, effets sclérosant du caractère oligarchique de la propriété, exclusion massive des formes classiques de la valorisation de la force de travail) créent une instabilité politique qui détermine le lien organique entre néolibéralisme et État autoritaire. C'est le libéralisme autoritaire dont Grégoire Chamayou trace la généalogie dans *la Société ingouvernable* et dont Ugo Palheta analyse les conséquences prévisibles (mais résistibles) dans *la Possibilité du fascisme*. Mais si elle craque par en haut, la vieille démocratie bourgeoise craque aussi par en bas, car on commence à vraiment ne plus y croire, et à être



de plus en plus nombreuses et nombreux à vouloir inventer, tester d'autres formes de démocratie et les mettre, même partiellement, en pratique sur les places, les ronds-points, dans nos luttes.

---

### ON NE SE CONTENTERA PAS DES MIETTES...

---

Face à ce que ce dernier auteur qualifie de « *démantèlement par les bourgeoisies de la "démocratie" bourgeoise* »<sup>1</sup>, nous nous retrouvons dans la même situation que Rosa Luxemburg : « *Aujourd'hui, la démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable. Elle est nécessaire, parce qu'elle crée les formes politiques (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise. Mais elle est aussi indispensable, parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques* »<sup>2</sup>.

La situation historique actuelle, dans laquelle nous

militions avec comme perspective « l'actualité de la révolution », c'est-à-dire que s'accroît la polarisation entre les deux segments de l'alternative « *Socialisme ou Barbarie* »<sup>3</sup>, fait que la défense de formes politiques, de droits démocratiques ne peut être détachée d'une perspective anticapitaliste et révolutionnaire.

Prenons la question du référendum. Fondamentalement, le référendum ne remet pas en cause les mécanismes délégués. Il renforce la conception bourgeoisie, individualiste et « atomisée » de la démocratie, et est parfaitement compatible avec les pires régimes autoritaires (auxquels il peut emprunter la mythologie d'une relation directe entre le « Peuple » et le « Chef »). Et si nous avons par exemple soutenu le référendum d'indépendance en Catalogne, et la dynamique politique qui en a résulté, nous avons aussi lutté contre des référendums. Par exemple contre le référendum colonial en Kanaky que des militant·e·s indépendantistes appelaient à boycotter. Ou contre le référendum d'initiative patronale dans les boîtes instauré par la loi Travail. Nous avons donné un contenu de classe à ces luttes : internationaliste sur la Kanaky, en posant, par exemple, la question de la composition du corps électoral, qui du fait de la politique de colonisation de peuplement et des massacres de Kanaks, est favorable aux colons ; ouvrier dans le cas du référendum patronal d'entreprise en dénonçant le caractère fondamentalement antidémocratique de l'organisation capitaliste de la production dans laquelle un référendum, qui plus est à l'initiative du

taulier, ne peut que renforcer le pouvoir patronal.

Et pourtant, dans le mouvement des Gilets Jaunes, l'émergence de la revendication du référendum d'initiative citoyenne (RIC) apparaît, avec toutes ses limites, comme une remise en cause par une fraction importante de la classe, entrée en lutte, de la mainmise totale de la bourgeoisie et de ses politiciens sur la direction de la société. Le RIC est donc bien un « tremplin » pour les révolutionnaires afin de développer une critique de la démocratie bourgeoise, de lui proposer un contenu de classe (qui doit diriger la société ?), de lui offrir une perspective révolutionnaire (l'extension infinie de la prise en charge de toutes les questions de la société par la société elle-même). Dans, par et pour le(s) mouvement(s). Car c'est toujours de l'activité politique des opprimé·e·s qu'il faut partir.

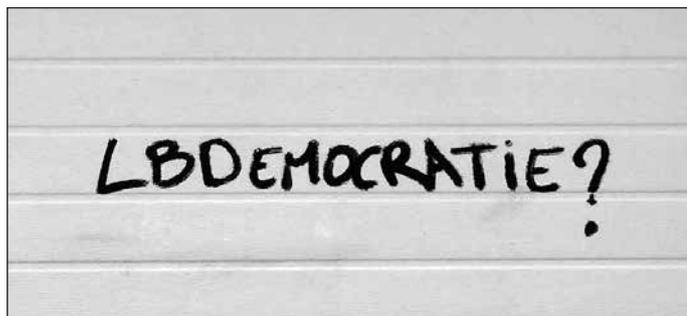
---

### ON VEUT TOUTE LA PUTAIN DE BOULANGERIE !

---

Plus que la revendication du RIC, c'est la politique qui s'est faite sur les ronds-points qui représente une irruption démocratique, l'émergence d'une pratique et d'une parole politique qui vient nier la négation de la démocratie que représente l'autoritarisme grandissant des régimes bourgeois.

En France, le pourrissement autoritaire et antidémocratique de la V<sup>e</sup> République explose en plein jour (il n'y a qu'à voir le niveau de répression hallucinant ou dans un autre genre l'affaire Benalla), en même temps que la fragilité d'un pouvoir qui se sait illégitime. Les Gilets jaunes



mettent en lumière, en l'accélé- rant, la crise d'hégémonie d'une bourgeoisie à qui les manœuvres (grand débats) doublées de l'utilisation des grosses ficelles racistes (introduction des thèmes de l'immigration ou de la laïcité dans ledit débat) ne permettent pas de reprendre la main.

Face à cette crise d'hégémo- nie, au danger fasciste qu'elle accroît et au durcissement autoritaire qu'elle accélère, il est plus qu'urgent que se déve- loppe une contre-hégémonie, qui permette d'affirmer, à partir des mobilisations en cours, que nous ne nous contenterons pas des miettes. On veut toute la boulangerie, le contrôle du four, et pouvoir décider que nos cama- rades boulangères et boulangers n'ont pas à se bousiller la santé à se lever à 3 heures du mat' pour que les bourgeois puissent avoir des croissants frais le matin (ils pourront se contenter de ceux cuits la veille). Une contre- hégémonie qui pose la question de la dictature du prolétariat (l'immense majorité) pour bri- ser la (fausse) démocratie des conseils d'administration et des plateaux de télévision. Qui pose la question de qui décide? De qui devrait décider? Les questions du socialisme et de la révolution en somme.

### LA VRAIE DÉMOCRATIE, ELLE EST ICI!

Ce que nous rappelle aussi le mouvement des Gilets jaunes, c'est que quand les subalternes prennent le chemin de la lutte, se mettent en grève, occupent l'usine, la fac ou le rond-point, la question de la démocratie surgit de partout. Pour criti- quer le régime antidémocratique actuel, pour penser ce que serait une société démocratique et le faire à partir d'une question qui se pose concrètement, le chaînon manquant entre les deux, c'est l'organisation démocratique qu'on se donne pour mettre à bas ce système (et pour commencer, organiser la lutte).

L'organisation d'une lutte amène, pour ainsi dire méca- niquement, de part sa dynamique propre, les questions qu'elle pose, à remettre en cause les concep- tions libérales (individualisme, négation des oppressions et de



leur effets, exclusion des ques- tions fondamentales du champ de la délibération) et les méca- nismes bourgeois (délégation, dictature de la majorité au détriment de la prise en compte des points de vue minoritaires, négation des points de vue spé- cifiques) de la démocratie. En effet, dès qu'on lutte, on sait, on sent, on vit que la démoc- ratie n'est pas une question de majorité numérique, mais quelque chose de beaucoup plus complexe, combinant nécessai- rement plusieurs facteurs. Que les questions sont infiniment

plus intéressantes quand leur formulation implique celle et ceux à qui elles s'adressent. Que face à nos envies démocratiques l'État se montre à nu, comme un concentré de violence de classe. Car notre démocratie est une démocratie tournée vers l'action, ce qui l'amène à toujours pousser plus loin la réflexion et la lutte contre les oppressions. Mais, cela ne suffit pas, on ne s'extirpe pas de l'idéologie domi- nante d'un coup de baguette magique. Les idées égalitaires, de l'égalité concrète, réelle, ne sont pas naturelles à qui a grandi

dans le capitalisme décadent. Plus que la déconstruction indi- viduelle des privilèges ou des idéologies, c'est à la destruction collective des oppressions et de leurs bases matérielles qu'il faut s'atteler. C'est ainsi que dans la lutte, à travers la question démocratique, « le prolétariat [prend] conscience de ses inté- rêts de classe et de ses tâches historiques »<sup>4</sup>.

C'est pourquoi il est néces- saire que les révolutionnaires soient partie prenante de toutes les luttes de notre classe, des mouvements de chacune de ses composantes, pour y faire vivre les idées qui pourraient fonder une réelle démocratie, pour y défendre l'autonomie du mouvement, la priorité absolue accordée à la voix des premier-e-s concerné-e-s, la prise en charge de la lutte par celles et ceux qui luttent, y expliquer qu'il est par- faitement démocratique d'en virer les fachos qui veulent le détruire. C'est ainsi qu'ils et elles seront le plus utile au mouve- ment et à son renforcement, et que, mettant leurs théories à l'épreuve de la pratique, ils et elles se renforceront sur les plans théorique et pratique. Dans le mouvement, pour le mouvement!

### TPP

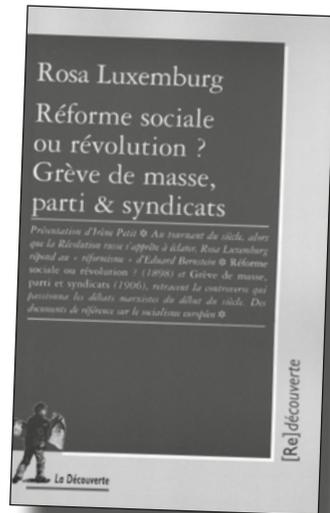
- 1 – <https://www.contretemps.eu/autoritarisme-democratie-palbeta/>
- 2 – <https://www.contretemps.eu/rosa-luxemburg-democratie/>
- 3 – <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/rjaf.html>
- 4 – <https://www.contretemps.eu/rosa-luxemburg-democratie/>



# QU'EST CE QUE LA GRÈVE DE MASSE POUR ROSA LUXEMBURG ?

**I**ci, Rosa nous présente les caractéristiques de la grève de masse en partant de la révolution russe de 1905 et ce sans trop s'attacher à la première grève générale tentée en Angleterre en 1842. La grève de masse ne se déclenche pas de manière uniforme et synchrone dans le pays. Celle de 1905 est une conséquence de l'absolutisme tsariste et des massacres de manifestants en janvier 1905. Celle-ci revêtira par la suite une forme de lutte entre travail et capital, prenant un caractère économique et s'étendant de ville en ville, d'usine en port, de tisserie en mine. Mais c'est bien les questions politiques qui vont mettre en branle les travailleurs, qui vont ensuite s'organiser sur leurs lieux de travail.

Elle s'inscrit dans un cycle de lutte et dans une période révolutionnaire (qui se mesure en années ou en décennies). Ces périodes révolutionnaires permettent l'émergence d'une conscience de classe forte et l'organisation du prolétariat à travers la pratique et la prise de conscience d'oppressions communes (exploitation, pauvreté, logement). On ne déclenche pas une grève de masse, c'est la base qui le fait au travers d'une matérialisation de l'histoire. Attendre un fort niveau d'organisation est une erreur des « vieux syndicats allemands ». Les syndicats peuvent au mieux s'adapter et guider politiquement la grève (revendications). En effet la grève de masse explose en Russie à un moment où le prolétariat est peu mature. Les objectifs sont économiques (salaires, durée de travail) mais aussi politiques (fin de l'absolutisme, parlementarisme, souhait de s'organiser).



Chaque grève générale et période révolutionnaire porte en elle les germes de la précédente et les graines de la suivante.

## COMPRENDRE LA SITUATION POLITIQUE À TRAVERS L'ANALYSE DE LA GRÈVE DE MASSE

Après cette brève introduction, la lecture de Rosa Luxemburg semble des plus pertinentes dans la période. Le mouvement des gilets jaunes est un mouvement de la base, de notre classe qui déborde les syndicats. La tentative de grève générale du 5 février fut peu relayée par les centrales, celle-ci semblant tenir d'une grève de démonstration visant à redonner une forme de crédibilité aux syndicats qui brillent par leur absence depuis novembre. Dans ce

mouvement, l'auto-organisation prime, d'où l'absence de dirigeants et malgré la présence de porte-paroles auto-proclamés.

Le mouvement s'inscrit dans un cycle de lutte et porte l'histoire de l'échec de la loi Travail. La radicalité y est ainsi palpable et dépasse syndicats et black block. Elle s'exprime par des actions contre les symboles de la classe dirigeante et à visage découvert. Le mouvement, de part les rencontres qui s'y produisent en action ou en AG, permet le développement d'une conscience de classe. Celle-ci se retrouve dans la modification de la composition du mouvement (disparition des patrons petit-bourgeois) comme dans les revendications, passant du champ économique (pouvoir

d'achat, taxe sur les carburants) au champ politique. L'importance du RIC semble amplifiée par le rejet du mépris de classe de la « caste » dirigeante et par le souhait d'un renouveau du parlementarisme. Le parallèle entre la remise en cause de l'absolutisme dans la Russie de 1905 et les revendications d'aujourd'hui dans les gilets jaunes pour plus de démocratie réside dans un ras-le-bol généralisé et l'absence de points d'appuis pour faire évoluer la situation, ce qui amène à des revendications concentrées sur les questions politiques et démocratiques.

**SANA ET CLÉMENT**

